

Conférence de presse de début d'année du 3 janvier 2020

## L'agriculture suisse a rendez-vous avec son avenir

*Exposé de Markus Ritter, président de l'Union suisse des paysans (le discours prononcé fait foi)*

Les orateurs précédents vous ont déjà annoncé les grands thèmes qui occuperont le secteur agricole et nous autres, familles paysannes, en 2020 : la Politique agricole 22+, l'accord de libre-échange avec le Mercosur et les initiatives « Pour une eau potable propre » et « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse ». Il s'agit là de trois gros morceaux, et tous ont une grande portée. En plus de l'année 2020, ils définiront l'avenir et les perspectives de ces prochaines années pour les familles paysannes de Suisse. Par ailleurs, ces trois thèmes sont en quelque sorte liés les uns aux autres.

Tout d'abord, nous avons les exigences extrêmes des deux initiatives, dont l'acceptation chamboulerait l'agriculture suisse sous sa forme actuelle. Dans ce cadre, les initiants semblent n'avoir cure que les consommateurs peuvent aujourd'hui déjà définir la totalité de la production et que les produits bio ne représentent que 12 % du marché. Qu'est-ce qu'ils croient ? Qu'une fois leur initiative acceptée, tout le monde ne voudra que des produits bio et sera prêt à payer davantage ? En réalité, la production indigène chutera, et les produits conventionnels vendus à l'heure actuelle se verront importés. Dans le cadre de l'initiative sur l'eau potable, qui vise de façon radicale les paiements directs, mais qui ne contient aucune interdiction, d'autres solutions permettent de contourner le problème. Les exploitations qui s'en sortent avec peu de paiements directs pourront y renoncer totalement. Celles disposant de cultures où la protection des végétaux est importante, comme les cultures maraîchères, arboricoles ou viticoles, de même que celles spécialisées dans l'élevage porcin ou avicole, pourraient voir là une solution tout à fait viable. De plus, de nombreuses autres restrictions, comme la délimitation des surfaces de promotion de la biodiversité, n'auraient plus lieu d'être.

Ensuite, nous avons l'accord de libre-échange avec le Mercosur, dans lequel la Suisse « officielle » fait peu de cas de la durabilité et de la protection des animaux. Pour les aliments produits en Amérique du Sud, les moyens utilisés et la manière dont les animaux ont été gardés et nourris semblent n'être d'aucune importance. Le principal, c'est que le commerce fonctionne, et que l'argent circule. Là aussi, nous sommes prêts à faire des concessions qui affaiblissent de manière considérable notre système de production, lequel connaît des conditions tout autres.

Et enfin, le troisième élément au niveau fédéral : la PA 22+. Cette politique devra résoudre la quadrature du cercle en tenant compte de toutes les exigences contradictoires posées à l'agriculture. Celle-ci devra produire de manière beaucoup plus durable, renforcer encore plus le bien-être animal, mais aussi devenir plus compétitive et conforme au marché. Nul besoin d'être devin pour savoir que ce tour de force ne fonctionnera pas. La Suisse et, partant, le Conseil fédéral comme instance suprême doivent se décider pour une stratégie claire et l'appliquer en conséquence. Si nous savons à coup sûr où cette aventure nous mènera, nous autres, familles paysannes, pouvons être de la partie.

Il ne reste plus qu'à espérer que 2020 sera l'année de la clarté.